

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 277 – VENDREDI 15 JANVIER 2016

## PÂQUERETTE PAS CORRECTE

Supprimer le droit de vote  
pour les terroristes ?  
Effet collatéral :  
encore moins de votants !

## AGENDA MILITANT

→ 18 janvier

Amiens [Contre la lepénisation  
de la vie dans la cité](#)

Dunkerque [Les mots de l'immigration](#)

Martigues [Reconstruire l'espoir...  
Changer le monde](#)

→ 21 janvier

Montluçon [Qui crée les richesses dans la  
société ? Comment les mettre en commun ?](#)

→ 23 janvier

Marseille [Chantiers d'espoir. À Marseille  
et en Paca on continue](#)

Paris [Une autre histoire de l'édition française](#)

→ 25 janvier

Gennevilliers [Le dilemme des frontières](#)

→ 26 janvier

Nîmes [Vivre ensemble, obscur objet d'un désir](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Discriminations Racisme**  
["Ne laissons pas faire ça."](#)  
Jacqueline Fraysse

→ **Bataille démocratique**  
[Quels leviers pour la démocratie ?](#)

## Concours de bêtise au sommet de l'État

« **Q**uand j'entends les talons qui claquent, je vois les cerveaux qui se ferment », énonçait le Maréchal Lyautey. « Expliquer le jihadisme, c'est déjà vouloir un peu l'excuser », vient d'expliquer le Maréchal Valls. Face au sénateur communiste Christian Favier, le 26 novembre, il avait déjà dénoncé « ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé ». Ne rien comprendre, réagir comme des machines... il faudrait donc ajouter à la sanglante connerie terroriste une théorisation institutionnelle de la bêtise.

Cependant, le pouvoir n'est pas tout à fait devenu idiot. Il entend juste empêcher - à défaut d'interdire - de réfléchir aux causes des attentats et du chaos mondial. Les expéditions guerrières de la France se posant en "gendarme du monde" ? L'absence de résolution du conflit israélo-palestinien ? L'abandon des quartiers populaires et la déshérence des jeunes ? Il ne faudrait poser aucune question et il n'y aurait rien à débattre. Il n'y aurait qu'à naviguer de surenchères sécuritaires en déclarations de guerre, histoire de préparer un joli coup "républicain" : un face à face entre François Hollande et Marine Le Pen au second tour de la présidentielle de 2017. Ambitieux projet !

Si la gauche est en miettes, nous sommes des millions à penser que la constitutionnalisation de l'État d'urgence et de la déchéance de nationalité pour les binationaux ne sont qu'une expression de cynisme et d'impuissance à résoudre les problèmes contemporains. Il nous faut remettre au centre du débat public les mots égalité, justice, épanouissement, émancipation, paix.

# Le commun, une idée neuve qui vient de loin

**Dans le cadre des Rencontres de l'Atelier de Montluçon, Christian Laval a présenté les idées clés de son livre, coécrit avec Pierre Dardot, *Commun*. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle.**



**S**i le groupe que nous avons constitué avec Pierre Dardot s'appelle Question Marx, c'est parce que notre travail concerne l'interrogation sur l'actualité de la pensée de Marx. Les problèmes que nous avons trouvés dans la pensée de Marx ou dans le marxisme sont pour nous des éléments féconds. Autrement dit : si nous pensons qu'il faut passer à autre chose que le marxisme, c'est parce que Marx s'est trouvé confronté à toute une série de problèmes qui doivent aujourd'hui être remis sur la table et rediscutés.

Pour nous, la question est de se sortir de la situation catastrophique dans laquelle nous sommes. Je ne parle pas seulement de la gauche, je pense à la société, à l'Humanité toute entière. Le type de société dans laquelle nous sommes a effectivement quelque chose de plus en plus intolérable. Nous savons désormais que ce n'est pas seulement sur le plan moral et sur le plan social que les choses vont mal, mais qu'il s'agit maintenant de dimensions vitales. La COP21 n'est qu'un moment d'une prise de conscience beaucoup plus radicale de ce qui est en train de nous arriver. Donc, nous en sortir, voilà la préoccupation !

Il s'agit de renouveler la pensée révolutionnaire, de repenser la révolution, car il y en a assez de croire que, dans le cadre actuel, des politiques différentes, par exemple des formes de social-démocratie régénérée, suffiraient à nous en sor-

**Nous avons affaire à une réalité anthropologique : les systèmes dans lesquels nous sommes pris transforment profondément les individus, les modèlent, les façonnent. Heureusement, il y a des forces antagoniques, des résistances et des facultés d'imagination.**

tir. Il faut aller jusqu'au fond des choses, aller à la racine. Avant d'envisager la sortie de la situation actuelle, il fallait faire tout un travail d'étude du capitalisme,

du libéralisme, du néolibéralisme et de la pensée de Marx. J'ai passé trente ans de ma vie à travailler sur les adversaires, car on ne peut pas envisager une voie de sortie sans comprendre ce à quoi nous avons affaire.

Ce à quoi nous avons affaire, c'est une réalité qui n'est pas seulement économique, sociale ou culturelle. C'est une réalité anthropologique, c'est-à-dire qu'au fond, la grande question qui se pose à nous, c'est que les systèmes dans lesquels nous sommes pris, les systèmes économiques et techniques, transforment profondément les individus, les modèlent, les façonnent. Marx disait que « finalement l'homme produit l'homme ». Cela veut dire que les systèmes que nous fabriquons produisent des hommes. Et ces hommes finissent par fonctionner dans le pire des systèmes ; heureusement, il y a des forces antagoniques, des résistances et des facultés d'imagination qui permettent précisément de ne pas être entièrement façonnés par le système. Heureusement, il y a toujours des confrontations d'idées et des confrontations de modes d'être et de modes de pensée, des confrontations de subjectivités. En chacun de nous, le conflit est un conflit entre des ●●●

●●● modes d'existence, des modes sociaux. Ce qui importe, c'est d'essayer de comprendre, de façon pointue, les modes de transformation que nous subissons aujourd'hui.

C'est pourquoi, avant *Commun*, nous avons écrit *La nouvelle raison du monde*. Ce livre avait pour objet d'analyser la société néolibérale, la nouvelle forme de rationalité des sociétés qui s'imposent à nous et que nous pouvons résumer en disant que le néolibéralisme est une forme de rationalité capitaliste généralisée. Généralisée comme si le capitalisme était sorti de son lit, avait gagné finalement l'ensemble de la société, et jusqu'à l'intimité des individus, avait pénétré profondément le tissu social et le tissu psychique. Le pouvoir du néolibéralisme tient d'une part à ce qu'il généralise la norme de la concurrence dans tous les domaines, dans toutes les sphères, même là où elle ne devrait pas être, par exemple le domaine de la production de connaissances et de la recherche ; d'autre part, le néolibéralisme impose un modèle d'existence en même

temps qu'un modèle d'action, qui est l'entreprise. Concurrence et entreprise sont les deux termes propres au capitalisme et qui sont devenus une logique normative universelle.

C'est comme si, avec le néolibéralisme, les capitalistes avaient le don d'universalisation. Ce qui est en face de nous, ce n'est plus un système économique, ce n'est même plus seulement le capitalisme financier, c'est finalement tout un style de vie, une manière d'être, toute une façon de penser et de se relier les uns aux autres, et je dirais même la manière de se représenter soi-même. Cela vient de loin : c'est un phénomène civilisationnel, qui naît à la fin du Moyen-Âge et sur lequel se bâtit le capitalisme, avec la figure de l'homme intéressé, l'*homo-economicus*, cet homme qui était représenté dès le XVII<sup>e</sup> siècle comme un trafiquant général, un commerçant, dans toutes ses relations, dans ses amitiés, dans ses amours.

Il faut comprendre que nous sommes finalement pris dans une très ancienne

représentation de la société comme fondamentalement économique. Le socialisme, des réactions, des bifurcations, des inflexions importantes sont arrivés, mais ils ont parfois gardé des choses très importantes, comme la centralité de l'économie dans le socialisme.

Quelles sont les chances aujourd'hui de passer à autre chose ? Quelles sont les potentialités de la période qui permettent de penser à un avenir autre que la répétition, je dirais en pire, du même ? Nous abordions cela en général à la fin de nos bouquins : nous disions qu'une autre rationalité est en train de se dessiner, que nous avons appelée "la raison du commun", la rationalité du commun. Il nous semblait que dans l'histoire des bifurcations, dans les luttes et dans les expérimentations contemporaines, le terme de commun revenait de façon assez obsédante, et nous nous sommes rendu compte que nous ne savions pas d'où venait le commun. Nous ne savions pas ce que "commun" voulait dire dans communisme, dans commune ou dans communauté. Le terme se retrouve dans tout le lexique politique, philosophique, théologique, depuis des siècles, mais pourquoi, un jour, des militants, des penseurs se sont-ils dits communistes ? Quel sens cela pouvait-il avoir ? Ce non-savoir du commun a été notre grand étonnement d'intellectuels. Quelques sociologues, quelques historiens avaient travaillé mais de façon finalement très éclatée.

La difficulté de cet ouvrage était donc de faire un travail d'archéologie concernant le commun. Il nous a semblé par exemple que des communistes ou d'anciens communistes pouvaient être intéressés au fait que le lexique du commun est une très ancienne affaire. ●●●

### Penser l'action pour l'émancipation

Animé notamment par Pierre Goldberg, ancien député maire de la ville, l'Atelier, sous-titré "Le temps de la lutte doit toujours être celui de la pensée", organise à Montluçon, depuis plusieurs années, des rencontres entre de nombreux intellectuels et militants, sur des thèmes très variés.

Cette année, les rencontres sont consacrées au thème "En commun, nous pouvons changer la société". La séance du 16 décembre était intitulée "Faire émerger du commun : meilleure manière de libérer l'imagination pour changer de société", avec la participation du sociologue Christian Laval, co-auteur du livre *Commun, essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*.

+ d'infos [ici](#)



Pierre Dardot / Christian Laval

*La nouvelle raison du monde Essai sur la société néolibérale*

Éditions La Découverte, 504 p., 13,50 €

●●● Nous donnons une grande place à Aristote et à son idée de mise en commun, parce qu'elle nous semble être quelque chose qui va se poursuivre dans toute l'Histoire. Le premier mouvement de notre livre est un fil historique où nous montrons que le communisme d'État du XX<sup>e</sup> siècle, qui a donné lieu à des réalisations assez terrifiantes, n'a jamais été qu'une des versions historiques d'une Histoire beaucoup plus longue, et que dans cette Histoire il y a peut-être encore des éléments actifs à trouver, des potentialités émancipatrices de la problématique du commun. Le deuxième fil du livre consistait à comprendre comment l'émergence contemporaine de la problématique du commun s'inscrivait dans l'Histoire. Il s'agit d'écouter ce qui s'exprime dans les mouvements sociaux, dans des luttes, dans des revendications, dans des formes de pensée de contestation, dans des expérimentations, partout dans le monde.

Nous avons essayé de comprendre ce que les mouvements écologistes, les mouvements altermondialistes, les mouvements indigènes, les mouvements de paysans indiens, boliviens, mexicains, africains, entendaient lorsqu'ils parlaient de commun ou de défense des communs. Qu'est-ce qui se dit par l'expression "*commons*" dans tous ces mouvements ? Et pourquoi des historiens, dont beaucoup d'historiens ou de

géographes marxistes, s'emparent-ils de cette problématique des *commons*, pour en faire le terme, le drapeau et en même temps le concept des luttes ? Nous avons pris comme méthode une formule, qui nous vient à la fois de Foucault et de Bourdieu, selon laquelle aussi bien

**Le capitalisme est sorti de son lit, a gagné finalement l'ensemble de la société, et jusqu'à l'intimité des individus. Le néolibéralisme généralise la norme de la concurrence dans tous les domaines, et il impose un modèle d'existence.**

dans les sciences sociales que dans les grands mouvements historiques, les concepts viennent des luttes. Le travail intellectuel à faire - je ne dis pas le travail des intellectuels mais le travail intellectuel - consiste à reprendre les concepts issus des luttes, pour les élaborer, et les rendre, les remettre à leurs émetteurs initiaux qui sont précisément ceux qui sont engagés dans des luttes, dans les pratiques.

*Commons*, c'est ce qu'on appelle en français ou dans l'Histoire rurale les "Communaux", c'est-à-dire à la fois des espaces, des terres, etc., ouverts à la collectivité, à la communauté, à la gestion commune. Mais en même temps, par communaux, on peut désigner des pratiques collectives régies par des droits coutumiers. Ces communaux, qui vont du ramassage des champignons au droit de passage, au droit de pêche, au ramassage du bois mort dans les forêts, etc., ce sont de très anciennes pratiques que l'on retrouve dans le monde entier, dans toutes les sociétés rurales. Ce qui est très intéressant, c'est que des mouvements actuels, qui ne connaissent pas forcément cette histoire là, ont appelé *commons* tout ce qui est aujourd'hui menacé d'appropriation et de destruction par le capitalisme contemporain. C'est le terme, le concept qui a été opposé très directement au vaste mouvement du capitalisme, qui a radicalisé, accentué, étendu, généralisé la logique propriétaire. Les mouvements de résistance retrouvent les *commons* pour lutter contre la propriété. Ils mettent en avant la défense des communs, le fait que ce qui est commun ne doit pas être approprié. À partir de la notion de *commons*, il y a une potentialité d'élargissement et d'universalisation considérable. Évidemment, on peut renvoyer à Marx, qui montre que le capitalisme s'est fondé sur la ●●●



Pierre Dardot / Christian Laval  
*Commun Essai sur la révolution au  
 XXI<sup>e</sup> siècle*  
 Éditions La Découverte, 400 p., 25 €

●●● violence destructrice des propriétaires. Mais il y a d'autres écrits fameux qui vont dans ce sens-là, par exemple un des grands textes de la littérature progressiste, *Utopia*, de Thomas More.

Ce qui est assez remarquable, c'est qu'un certain nombre de juristes et d'historiens ont commencé à dire, à la fin des années 80 et au début des années 90, que nous assistions à un nouveau mouvement d'enclosures, de clôtures, par des droits de propriété. Droits de propriété qui ont commencé à gagner le monde de la connaissance, le champ de la science, le monde de l'art, de la culture, et ont envahi rapidement le nouveau domaine d'Internet, alors qu'Internet est considéré au départ comme un commun, permettant des pratiques coopératives fondés sur des protocoles communs.

On peut faire l'histoire d'Internet en montrant à quel point ce qui apparaît aujourd'hui comme une révolution technique fondamentale est précisément le produit des pratiques coopératives d'universitaires, en particulier aux États-Unis. Ce mouvement de réaction, vous voyez qu'il a plusieurs sources, plusieurs lieux, plusieurs champs, et qu'en parlant de communs et d'enclosures, aussi bien des écologistes, des altermondialistes que les hackers californiens, que

les juristes d'Internet ont réussi à faire un coup théorique et symbolique formidable, en réunifiant des choses qui *a priori* n'avaient rien à voir les unes avec les autres, en les réunifiant à la fois en un concept et des pratiques opposés à la logique capitaliste et à la logique

**Des études montrent que, partout dans le monde, les pratiques de coopération, de mise en commun ont toujours une vivacité extraordinaire, qu'elles durent depuis des milliers d'années, qu'elles sont efficaces économiquement et qu'elles sont justes socialement.**

propriétaire. Voilà leur coup de maître. Cela s'est appuyé sur des recherches d'économistes américains. Des études montrent que, partout dans le monde, les pratiques de coopération, de mise en commun ont toujours une vivacité extraordinaire, qu'elles durent depuis des milliers d'années, qu'elles sont efficaces

économiquement et qu'elles sont justes socialement.

En d'autres termes, au milieu même du néolibéralisme, dans le pays du néolibéralisme, et à l'époque de son triomphe, un certain nombre de gens se sont dit : il y a autre chose de possible ! Finalement, ce que nous montre, par exemple, la productivité sur Internet, pour les logiciels libres, pour les encyclopédies collaboratives, c'est qu'il y a d'autres choses possibles que l'appropriation privée. Ce mouvement là est allé très vite au cœur des choses, à la question de la propriété, ce que même la gauche a oublié.

Il faut bien le dire, ce qui était le point de départ du mouvement socialiste, ou l'un de ses points de départ - la question de la légitimité de la propriété - a été finalement peu à peu étouffé, ou s'est réduit à opposer propriété privée à la propriété collective. Il nous faut au contraire renouer avec des vieilles traditions, avec le "qu'est-ce que la propriété ?" de Proudhon.

Nous avons essayé de comprendre toutes les implications des communs, en essayant de dépasser leur caractère limité, en réfléchissant au fait que s'il s'agit de pratiques collectives, il s'agit aussi de règles collectives, d'institutions collectives et donc de systèmes ●●●

●●● politiques, dont nous devons interroger les caractéristiques. Les nouvelles institutions du commun avaient deux caractéristiques. Premièrement, un gouvernement démocratique, un gouvernement démocratique de l'exploitation des ressources naturelles, un gouvernement démocratique de la production de biens immatériels, de biens numériques, etc. Dans tous les cas, la démocratie est au centre des communs. Deuxièmement, la production commune, la mise en commun était destinée à l'usage. Ce qui prévalait, c'était l'affirmation de droits d'usage par rapport à des droits de propriété.

Ce que l'on voit, c'est que, dans ces mouvements, le commun est défini non pas par la nature des biens, mais par la décision collective de mettre en commun des choses ou des services. Il n'y a rien de commun naturellement. Ainsi, le capitalisme est parfaitement capable de transgresser le droit romain, qui disait que la mer était chose naturellement commune et qu'on ne pouvait pas s'en emparer. En réalité, l'exploitation des fonds marins et la pêche industrielle montrent que l'on peut s'approprier des éléments de la mer. De la même façon, longtemps, les Romains considéraient que la lune était commune, comme le soleil ; mais, en réalité, depuis que nous pouvons aller sur la lune, celle-ci peut parfaitement être appropriée. Preuve en est qu'il a fallu un traité international en 1967 pour qu'on puisse décréter,

précisément décider, que les astres étaient communs. En réalité, le commun, c'est toujours ce qui a été décidé.

Cela nous permet de relire une grande partie de notre Histoire : la santé, l'éducation, les retraites, le temps de vie, la

**Le commun est défini non pas par la nature des biens, mais par la décision collective de mettre en commun des choses ou des services. Il n'y a rien de commun naturellement. Le commun n'est pas une substance ni une chose, mais un terrain de luttes.**

répartition du temps, sont des communs. Disons que ce sont des proto-communs parce que précisément leur gestion, leur gouvernement n'est pas totalement démocratique. D'une certaine façon, ce que nous cherchons à expliquer, c'est que le commun n'est pas une substance ni une chose, mais un terrain de luttes.

L'idée que la cité, c'est fondamentalement la mise en commun des idées, des actions et des paroles, cette idée ne date pas d'aujourd'hui. C'est une idée foncièrement politique et foncièrement

démocratique. Mais on voit parfaitement que ce commun peut être dévié, dévoyé de mille manières : le communisme d'État a été une des façons de le dévoyer ; et le capitalisme ne cesse d'exploiter le commun par l'intelligence de ses agents - je pense aux réseaux sociaux qui sont des pratiques de mise en commun complètement structurées, organisées, parasitées par des logiques capitalistes.

Tout ceci nous ramène finalement au mot commun, dont l'exploration étymologique mène au terme latin "*cum munus*", lui-même dérivé de langues plus anciennes. *Cum munus* était un terme qui disait beaucoup par lui-même : *cum* = avec ; *munus*, qui veut dire à la fois le don, le devoir, l'activité, l'obligation, et qui est un terme utilisé dans la langue politique pour dire les devoirs que les citoyens ont les uns envers les autres. Certes, le terme a été dévoyé par de multiples tendances, mais fondamentalement, c'est l'idée que vivre ensemble, c'est être obligé les uns vis à vis des autres. C'est l'idée d'un partage, d'une répartition des tâches, et l'idée que les règles collectives de répartition des tâches devaient être co-élaborées et co-décidées.

Il y a quelque chose d'intrinsèquement démocratique dans le commun. Selon Marx, « *la démocratie est le secret de toute Constitution* ». Cette phrase paraît bizarre dans la mesure où on connaît bon nombre de ●●●



●●● Constitutions qui ne sont pas démocratiques. Mais, en réalité, Marx est d'une justesse étymologique et archéologique assez extraordinaire ; il tire cette idée d'Aristote : la cité, toute cité, toute vie commune, est fondée sur un agir commun, sur un mode actif ; la cité n'est pas la mise en forme d'une appartenance préalable technique, culturelle, linguistique... elle est elle-même constituée par une action permanente de mise en commun.

Chez Platon, vous avez l'idée qu'on retrouve dans toute la pensée chrétienne, que le commun, le communisme, c'est la communauté intégrale où on partage tout, où on remet tout ce qu'on est. On se fonde en quelque sorte dans une communauté qui est à la fois communauté économique et une communauté morale. Pour Aristote et pour Marx, les choses sont tout à fait différentes : ce qui importe, ce n'est pas de se fonder dans la communauté, c'est de mettre en commun, d'agir en commun. Là, on retrouve l'actualité et je dirais la modernité de cette pensée, qui n'est pas du tout la fusion communautaire, qui n'est pas la régression communautariste opposé à l'individualisme supposé bourgeois. Non, c'est le développement des pratiques de mise en commun qui est à la base du fonctionnement social. Il s'agit pour Marx de repenser l'ensemble de la société par la mise en commun, et par le gouvernement démocratique de cette mise en commun.

C'est cela le communisme de Marx, avec peut-être des illusions : sa foi profonde était que le capitalisme allait engendrer des modes de coopération qui seraient la base de ce communisme ; il suffirait donc d'attendre que le capitalisme déploie finalement toutes ses potentialités de commun pour que nous atteignons une forme sociale supérieure. Il nous faut comprendre que ce qui est en train de se produire par l'émergence de cette problématique du commun, ce n'est pas la croyance de Marx, c'est quelque chose de beaucoup plus actif et de plus

**Pour Platon, le commun, c'est la communauté intégrale où on partage tout, où on remet tout ce qu'on est. Pour Aristote et pour Marx, les choses sont tout à fait différentes : ce qui importe, c'est de mettre en commun, d'agir en commun.**

volontaire. C'est l'idée de créer dès aujourd'hui, autant que nous le pouvons, des modes de coopération, des modes de mise en commun, de les instituer démocratiquement, comme autant de bases élémentaires d'une société nouvelle.

Je veux dire que "tout" peut être considéré comme ça. Ce que vous faites ici, avec les Rencontres de Montluçon, c'est une institution du commun. Et tout ce qui se développe sous le mode des coopératives, ces mille révolutions qui ont lieu un petit peu partout - qui sont peut-être très microscopiques encore -, finalement, pourraient, soyons prudents, permettre de penser autre chose. Sans compter que ces expérimentations diverses et variées peuvent prendre des dimensions colossales, j'ai parlé des encyclopédies collaboratives. Ainsi, la question du commun est quelque chose qui prend une extension considérable, et dans des lieux totalement différents.

- Transcription par  
l'Atelier de Montluçon  
Synthèse et mise en forme par  
**Cerises**

**Qui crée les richesses dans la société ?  
Comment les mettre en commun ?**

Thème de la prochaine rencontre de l'Atelier  
Jeudi 21 janvier 18h  
avec  
**Pierre Ivorra**, chroniqueur économique de *L'Humanité*  
**Bernard Friot**, économiste et sociologue

# La meilleure défense, c'est...

**U**n jour nous nous élevons contre l'état d'urgence, ses arrestations arbitraires, son inscription dans la Constitution et la menace de la déchéance de la nationalité ; demain, ce sera contre Macron 2, pour défendre le Code du travail ; d'autres agissent pour leur emploi ; la semaine dernière a été marquée par le succès de la manif contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes... mais réagir ainsi, au coup par coup, ne nous prive-t-il pas de percevoir la cohérence de ce qui nous tombe dessus ? L'état d'urgence n'est-il pas cohérent avec l'avancée à pas de loup vers le TAFTA ? Avec la volonté de criminaliser

toute action qui n'entre pas dans ce que le pouvoir appelle si élégamment la "concertation" ? Le capital travaille à une refonte en profondeur de la société. Il fait partout sa révolution et partout, faute de se mettre à ce niveau, cela provoque du désarroi.

Il édifie une société qui lui garantit la continuité de l'accumulation de profits, d'autant que le travail et la production lui reviennent "trop cher" à son goût. Mais il lui faut s'assurer que son redéploiement ne débouche pas sur une explosion sociale et une remise en cause de sa domination. Le projet dit "Compte Personnel d'Activité" correspond à cette double exigence de refonte du système d'exploitation.

Lorsqu'il évoque la dimension "personnelle" de la rémunération, comme s'il l'attachait à la personne et non plus à une règle trop générale, il joue sur l'ambiguïté de l'expression : il vise un contrat individualisé qui revient à un paiement à la tâche ; l'entre deux missions serait du ressort d'un revenu d'existence se substituant aux garanties collectives qui accompagnent le contrat de travail. La Finlande est déjà partie en éclaireuse.

Sa stratégie consiste à se saisir d'aspirations pour,

comme cela se fait au judo, utiliser l'élan de l'adversaire pour le retourner contre lui. L'ubertisation de la société a commencé en captant l'aspiration au covoiturage.

En matière de lutte des classes, dès que l'on parle économie, on parle pouvoir de domination. Le pouvoir vise l'éclatement de tout collectif de travail et par là même de toute conscience collective. Car il ne saurait y avoir de droit individuel qui échappe aux garanties collectives ; tout droit est un droit collectif dont on peut user à sa guise individuellement.

La société est traumatisée à la fois par les attentats et par le résultat du FN. Mais sommes-nous contraints d'en rester là ? Le FN surfe avant tout sur le ressentiment devant tant de déceptions et de trahisons, sur un sentiment de chaos et sur l'absence d'alternative proposée. Le refrain "il n'y a que lui que l'on n'a pas essayé" en témoigne. Nous avons besoin non pas de rentrer la tête entre les épaules en attendant des jours meilleurs mais de commencer à produire du commun. J'entends par là moins de l'accès à de la consommation mais de produire une manière d'être maître de son sort. Cela exige de nous dégager d'une normalité institutionnelle conçue pour être aliénante. Ce qui fait un peuple, son identité et son

unité, c'est de se dégager des logiques déléгатaires, pour s'octroyer le pouvoir d'instituer ce qui nous paraît nécessaire. Viser une autre société, c'est déjà se libérer. Les grands moments d'unité et de victoires du peuple ont été ceux de la subversion, quand il a osé dépasser le présent pour dessiner les contours d'une société à la mesure de ses aspirations. Seulement, il y avait des forces pour le proposer.

**Viser une autre société, c'est déjà se libérer. Les grands moments d'unité et de victoires du peuple ont été ceux de la subversion, quand il a osé dépasser le présent pour dessiner les contours d'une société à la mesure de ses aspirations.**

● Pierre Zarka





## G

# Comme Gauche (en question)

La Gauche est-elle menacée de passer l'arme à gauche ? Et faut-il renoncer au mot lui-même, en tout cas, cesser d'en faire la référence magique qui devrait permettre de renouer avec la confiance du peuple ? La question se pose. Elle a été posée par plusieurs (dont le philosophe Jean-Claude Michéa<sup>1</sup>) et mérite réflexion.

Rarement en effet la gauche n'a semblé en si mauvais état. Elle est même menacée d'être absente du second tour de l'élection présidentielle prochaine. Le résultat de la présidence de François Hollande aura donc été sinon de détruire le PS, du moins de discréditer l'idée de gauche. Inconséquence ? Incompétence ? La gauche française serait-elle particulièrement gauche ? (Car c'est du mot "gaucherie" que vient quand même l'adjectif gauche, dont on sait qu'il a remplacé le vieux mot senestre au XVII<sup>e</sup> siècle, la main gauche étant plus maladroite que la senestre). C'est plutôt son habileté qui est en train de la perdre. À force de calculs politiques, cette gauche, ralliée depuis longtemps au libéralisme, fait en effet une politique de droite, non seulement sur le terrain économique et social, mais aussi maintenant dans le domaine des libertés publiques, avec la surenchère sécuritaire qui a suivi les attentats et les mesures liberticides que le gouvernement veut faire entrer dans le Code pénal. La déchéance de nationalité est d'ailleurs le seul sujet sur lequel semble encore réagir tout ce qui se sent encore "à gauche", jusqu'au sein du Parti socialiste.

Et le peuple ? La poussée du Front national traduit moins une droitisation de toute la société que le retrait de ce qu'on nomme de façon très discutable "le peuple de gauche" qui

se réfugie dans l'abstention. Comme l'ont fait remarquer de nombreux observateurs, si le peuple abandonne la gauche, c'est que la gauche a abandonné le peuple. Cela vaut pour le PS, bien sûr, mais aussi pour les autres composantes de la gauche politique. L'ouvrage de Julian Mischi, *Le communisme désarmé*<sup>2</sup>, analyse ce que beaucoup d'entre nous ont vécu : l'éloignement du Parti communiste de la classe ouvrière et des couches populaires. C'est un fait organisationnel et sociologique qui se manifeste par la place maintenant très réduite des ouvriers et employés (sans parler des travailleurs immigrés) dans les organismes de direction et parmi les élus. Mais c'est aussi (et sans doute d'abord) un fait idéologique. Le Parti communiste avait officiellement décidé il y a quelques années, en Congrès, qu'il n'était plus le parti de la classe ouvrière... et on peut dire qu'il y est parvenu.

**Si le peuple  
abandonne la gauche,  
c'est que la gauche  
a abandonné le peuple**

Curieusement, mais de manière révélatrice, plus la dimension de classe du Parti communiste s'affaiblissait, plus la référence à la gauche, dans ses textes de congrès, se faisait présente<sup>3</sup>.

Elle est quasiment absente dans les premières décennies de son existence (des années vingt aux années soixante). Elle s'affirme ensuite, en référence à la politique d'union de la gauche autour du *Programme commun* (qui avait un contenu anticapitaliste). Mais depuis les derniers congrès, elle paraît définir l'identité même du courant communiste. L'appartenance au Parti de la gauche européenne et au Front de gauche en France renforce évidemment cette dimension. Les communistes se perçoivent comme faisant partie de "la vraie gauche", aux côtés d'autres courants (ce qui est ●●●

1. Jean-Claude Michéa, *Les mystères de la gauche, de l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu*, Climats éditions.

2. Julian Mischi, *Le communisme désarmé*, Éditions Agone.

3. *La Revue du projet, Quatre essais sur la gauche*, n° 50, Octobre 2015 (voir notamment les contributions de Guillaume Roubaud-Quashie).

●●● vrai mais souligne du coup la difficulté qu'a maintenant ce courant à se définir par lui-même).

Or cette notion de gauche est-elle satisfaisante ? Depuis toujours, c'est une notion qui relève du vocabulaire politique et parlementaire. On sait son origine. En 1789, les royalistes se placèrent ostensiblement dans la Constituante, à la droite du président de l'Assemblée. Les révolutionnaires se mirent donc à gauche. Cette disposition s'est confirmée en 1791. Et elle est rapidement entrée dans le langage politique.

Il serait bien difficile de dégager des constantes idéologiques qui définiraient la gauche à travers l'histoire. Celle-ci a été incarnée tour à tour par les Montagnards Jacobins, les républicains, les radicaux, puis les socialistes et les communistes. Appartiennent à l'histoire de la gauche des figures aussi opposées que Clémenceau et Jaurès, Guy Mollet ou Thorez. La gauche (ou une partie de ceux qui s'en réclamaient) a pratiqué la répression des luttes ouvrières ou les guerres coloniales. Le problème ne date pas d'aujourd'hui.

En fait, cette notion politique n'a jamais reflété complètement les intérêts populaires. Elle n'est pas l'expression directe et mécanique de la lutte des classes. Plus précisément, la gauche est même depuis l'origine l'expression d'une partie de la bourgeoisie. Ce n'est qu'à partir de l'Affaire Dreyfus que se produit (et non sans difficulté) un rapprochement entre le mouvement politique de la classe ouvrière (les premiers socialistes) et cette fraction républicaine ou avancée de la bourgeoisie. Le mot "gauche" suppose toujours cette notion d'alliance entre la classe ouvrière et une partie de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie. Alliance évidemment nécessaire pour changer les choses au niveau étatique, politique, mais qui pose toujours la question de savoir qui est subordonné à qui et dans quelle mesure sont pris en compte les intérêts populaires.

Aujourd'hui, ceux qui se réclament de la "vraie gauche" semblent dans l'incapacité de peser sur le cours des choses. Le contrecoup historique de l'effondrement de l'Union sovié-

tique, le discrédit du communisme (présenté dans les écoles comme un "totalitarisme") conjugué à la conversion socialiste au capitalisme y sont évidemment pour beaucoup.

En même temps, le regain d'une "gauche radicale" dans plusieurs pays d'Europe (au Sud, Grèce, Espagne, Portugal, mais aussi en Angleterre ou en Irlande) justifierait que nous nous interroguions sur notre stratégie. La référence à la "gauche", fût-elle vraie ou "radicale", n'est visiblement pas suffisante. L'expérience de ces pays montre que le mouvement politique s'est en général d'abord fondé sur un mouvement social, (les Indignés ou les rassemblements de la place Syntagma). Et qu'il a su renouveler les hommes, les mots, les symboles, les formes d'organisation... (Ce qui paraît indispensable pour renouer avec le peuple et les jeunes et surmonter le discrédit de la politique... mais n'est pas suffisant pour changer vraiment la politique).

**Pour rassembler à partir des couches populaires, la priorité n'est pas aux calculs politiques et électoraux, ni au cartel des organisations. (... Il faut) chercher et trouver des formes d'assemblée à la base, dans les quartiers, pour donner force à une plate-forme démocratique porteuse des vraies urgences.**

Aujourd'hui, en France, la question capitale est de travailler à renouer avec le peuple. Il serait grand temps d'arrêter de faire chorus avec ceux qui stigmatisent le "populisme" ou le "communautarisme". La gauche véritable ne réussira pas si elle reste prisonnière de l'idéologie individualiste, "libérale libertaire", de la petite bourgeoisie. Pour rassembler à partir des couches populaires, la priorité n'est pas aux calculs politiques et électoraux, ni au cartel des organisations. Le besoin s'affirme d'une politique et

d'un langage clairement anti-systèmes et anticapitaliste. Il est urgent de sortir des ambiguïtés et des illusions à l'égard de la construction européenne actuelle (qui est plutôt une destruction de la souveraineté des peuples). Nous devons aussi chercher et trouver des formes d'assemblée à la base, dans les quartiers, pour donner force à une plate-forme démocratique porteuse des vraies urgences. C'était déjà une leçon de 36. C'est aujourd'hui une priorité si on veut que le Front de gauche donne naissance à un Front du peuple.

● Patricia Latour et Francis Combes



## Les vœux amers...

du DAL rennais qui, détournant le slogan de la municipalité, pointe ainsi son peu d'ouverture aux sans-toit.



● **Refuser les amalgames.** Une nuit de Nouvel An d'épouvante pour de très nombreuses femmes à Colonne, des attentements au viol, sans doute préparés par une ou des bandes organi-

sées. Odieux. Bon nombre d'Allemands s'en émeuvent, à juste titre. Les extrêmes-droites allemandes ont trouvé là l'occasion d'attiser un peu plus la xénophobie et la mise au ban des migrants, dont certains auraient participé aux agressions. Et la machine médiatique s'emballa. Et la chancelière et son gouvernement de parler durcissement à l'égard des migrants. Il se trouve quand même des voix, chez les Verts, à Die Linke, pour rappeler que la loi fédérale est très en retard dans le domaine de la protection des femmes, du traitement du viol, que la police n'est pas à la hauteur en matière d'accueil et d'écoute - tout cela bien avant la Saint-Sylvestre -, et pour mettre en garde contre les mesures envisagées, délétères pour l'Allemagne. Et il se trouve d'ailleurs bien des Allemands pour avoir dit leur étonnement que les Français laissent passer la prolongation de l'état d'urgence, etc. : sont-ils prêts à accepter les dérives de leur "État de droit" ? Enfin, il se trouve aussi des manifestant-es contre les

violences faites aux femmes pour rappeler que la "virilité" débile et meurtrière se manifeste aussi dans les "Fêtes de la bière" de tradition bien allemande et pour refuser les amalgames. Lire dans la rubrique "Luttes féministes", sur [www.comunistesunitaires](http://www.comunistesunitaires), la tribune de Clémentine Autain à ce sujet.



● **Récupérations.** Les commémorations des attentats de janvier dernier auront vu Manuel Valls récupérer la situation pour s'autoriser une fois de plus à des "éléments de langage" révélateurs de la conception du gouvernement français en politique internationale. Ce que dénonce l'Association France Palestine Solidarité : M. Valls

pratique la « confusion entre dénonciation légitime de l'antisémitisme et soutien, à peine voilé, à la politique coloniale israélienne qu'il ménage de toutes ses forces (...) il a délibérément assimilé la critique de l'État d'Israël à l'antisémitisme. Il l'a fait en jouant sur les mots pour associer l'antisémitisme, qui est une réalité, avec ce qu'il a qualifié de "détestation compulsive de l'État d'Israël", ajoutant, au cas où le mouvement de solidarité avec la Palestine ne se serait pas senti visé, "comment accepter qu'il y ait des campagnes de boycott ?" ». Le communiqué intégral est ici : <http://www.france-palestine.org/Manuel-Valls-ou-l-art-dangereux-de-l-amalgame>.

## Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

